

THEATRUM BELLI : Christian Harbulot, vous publiez un nouveau livre au titre sans équivoque « Sabordage, comment la France détruit sa puissance » dans lequel vous nous éclairez sur une situation alarmiste...

Christian Harbulot : L'objectif de cet ouvrage est de donner des clés pour comprendre comment la France en est arrivée là. Il s'agit d'une esquisse de grille de lecture sur notre déficit de réflexion par rapport à la notion de puissance. En 2014, la France est devenue l'ombre d'elle-même et découvre que l'Allemagne est en train de prendre le *leadership* de l'Europe. Cette situation est le résultat d'un processus historique déjà ancien dont j'ai essayé d'extraire les étapes fondamentales pour créer un fil conducteur à la thèse que je défends dans cet ouvrage.

TB : Vous utilisez le terme « sabordage »...mais qui a ouvert les voies d'eau ? Depuis quand le « paquebot France » coule-t-il ?

CH : Dans son célèbre ouvrage Histoire de France, Jacques Bainville nous rappelait que la France a toujours été un pays fragile où il est difficile d'obtenir un consensus sur le sentiment d'unité nationale. Je crois que c'est à partir de ce constat qu'il faut revenir sur votre question. Une réponse trop facile serait de dire que la France coule depuis que ses élites ne croient plus en elle et donc de renvoyer à la catastrophe de juin 1940. Mais je crois qu'il faut remonter beaucoup plus loin pour cerner les étapes qui aboutissent à la négation de la légitimité du besoin de puissance. Je me suis arrêté dans mon ouvrage sur une période charnière durant laquelle la Grande Bretagne, profitant de notre faiblesse après 1815, détruit par la connaissance notre système de pensée sur la souveraineté économique. Le passage au libéralisme a été l'élément déterminant qui a jeté la confusion dans les esprits. Les Britanniques ont mis en avant un discours d'ouverture des marchés qui servait leur intérêt de puissance du moment. Nous l'avons intégré comme un credo atemporel sans le moindre recul critique par rapport à ses objectifs cachés. Cette manière de voir le monde a fortement pénalisé notre capacité de lire dans le jeu de l'adversaire dans le domaine géoéconomique. En 2014, les défenseurs français du modèle libéral (à droite comme à gauche) n'arrivent toujours pas à dissocier leur lecture « pacifique » de la mondialisation marchande des enjeux de puissance du moment. A ce stade de cécité, c'est ce que les Anglo-saxons appelleraient de la *self deception*.

TB : En l'absence de volonté nationale commune, un réveil est-il encore possible ? Si oui, sous quelle(s) forme(s) ?

CH : Je crois que nous n'avons pas le choix. La génération montante sait qu'elle doit affronter l'avenir en reconstruisant les bases d'une cohésion nationale. La plupart des pays responsables (Etats-Unis, Chine, Russie, Allemagne, Japon, Brésil, Inde, Corée du Sud, Suisse... la liste est longue) sont dans cette logique. La question, c'est comment ? Il est illusoire de croire que l'appareil d'Etat français a la capacité de servir d'aiguillon. La matrice créée sous Napoléon est à bout de souffle. La haute administration privilégie sa survie et n'est pas prête à prendre des risques pour donner à ce pays les moyens d'affronter un monde multipolaire rendu incertain par l'affaiblissement des Etats-Unis. Il va donc falloir reconstruire de manière aléatoire, à partir de plusieurs niveaux : d'abord les individus qui veulent vivre dans ce pays et qui ont envie de

le développer notamment par une volonté d'ancrage territorial, ensuite les acteurs économiques qui ont compris la nécessité de prendre appui sur leur pays d'origine pour faire face aux jeux de puissance qui les dépassent, enfin les citoyens qui ont compris que la France n'est pas un sous produit de l'Europe et encore moins des Etats-Unis d'Amérique.

TB : L'Etat (et ses « serviteurs ») sont-ils les mieux placés pour recouvrer cette puissance ? Une prise de conscience des citoyens avec les armes de communication moderne peut-elle amorcer un processus de réappropriation de notre puissance ?

CH : Je crois à la fois à l'esprit de résilience qui existe déjà au niveau local. Des patrons de PME sont déjà à la manœuvre dans certaines régions de France. Il serait naturel que l'envie de France revienne par le domaine où tout s'est dilué, à savoir le discours fourretout sur l'économie libérale. En revanche, Internet ne joue pas pour l'instant de rôle particulier. Le web doit devenir un des éléments moteurs de la recomposition d'une grille de lecture. Mais il s'agit d'un effort inscrit dans le temps. Des champs de connaissance se constituent ou se reconstituent. La mouvance de l'Ecole de guerre économique en fait partie. Nous prenons soin de ne pas nous inscrire dans une logique politicienne. Cela peut sembler paradoxal mais c'est notre force depuis 17 ans.

TB : Le général de Gaulle avait ouvert des chantiers de puissance. La dimension maritime peut-elle devenir un des chantiers du XXI siècle ?

CH : Il est vital que la dimension maritime soit enfin considérée comme telle. Depuis des décennies, ce sujet est en suspens. J'ai encore en mémoire les écrits de l'amiral Labouerie qui m'ont fortement sensibilisé sur le sujet et les déclarations de nombreux acteurs qui agissent dans l'économie du monde marin. Aucun politique digne de ce nom n'a pour l'instant eu la moindre vision d'une approche stratégique cohérente et inscrite dans le temps et n'a su la mettre en œuvre en se donnant les moyens de la « vendre » au pays.

TB : Que peut-nous apporter l'intelligence économique dans cette « quête du Graal » ?

CH : L'intelligence économique est justement une nouvelle forme grille de lecture, différente des disciplines classiques, et qui a permis de réintroduire entre autre la dimension des rapports de force entre puissances dans les échanges économiques. Et cela de manière plus dynamique que les autres spécialistes du marketing ou du management ne pouvaient l'enseigner dans la mesure où l'IE met en perspective un point essentiel : l'accroissement de puissance par l'économie.

TB : Une question plus « philosophique » : sans « Puissance », la « Liberté » peut-elle se maintenir ?

CH : La réponse est simple. Non ! Il suffit de relire les livres d'Histoire et pas ceux écrits par ... les professionnels patentés de la défense des libertés qui passent leur temps à nier cette évidence fondamentale.

Propos recueillis par Stéphane Gaudin



« Sabordage, comment la France détruit sa puissance » (entretien avec Christian Harbulot) Actualisé

Cliquer [ICI](#) pour commander cet ouvrage (Bourin Editeur, 140 pages 14 euros)

Christian Harbulot est l'un des spécialistes les plus reconnus en intelligence économique depuis les années 1990. Fondateur de l'[Ecole de Guerre Economique](#) qui sensibilise et forme les futurs cadres sur ce sujet, il a dirigé [Le Manuel d'intelligence économique](#) (PUF, 2012)